QUESTION DU JOUR ›››› Les trains sont-ils devenus plus vulnérables ? **P. 12**

la Croix

MARDI 22 DÉCEMBRE 2009 QUOTIDIEN N° 38544 1,30 € www.la-croix.com

CAHIER CENTRAL
Sciences & éthique
L'eau revient en mer d'Aral

ÉDITORIAL
Dominique Quinio

Embarras sous la Manche

Week-end difficile pour des milliers de passagers, usagers du train, de la route ou de l'avion **P. 12**

La loi des embarras maximums. Ce week-end de départ en vacances de Noël a vu s'additionner des conditions météorologiques rudes, des pannes à répétition sous la Manche, des grèves en région parisienne et en province, des autoroutes fermées pour cause de neige et de verglas, etc. Belle pagaille, largement médiatisée, qui a conduit le président de la République à taper du poing sur la table et à exiger que, notamment, le trafic des Eurostar reliant Paris et Londres soit rétabli dès aujourd'hui. La météo devenant plus clémente et les techniciens travaillant d'arrache-pied, on peut penser que la volonté présidentielle sera entendue.

Loin de nous l'idée de minimiser ce que furent les interminables heures d'attente pour des milliers de passagers, notamment des enfants et des personnes fragiles ; ni d'absoudre le manque d'information et de soutien logistique ; ni d'admettre sans explications les défaillances des rames. Mais l'exaspération entendue durant ces journées et l'immédiate menace de réactions judiciaires traduisent, en même temps que la fragilité de nos sociétés technologiquement avancées, le peu de tolérance à cette fragilité.

Dans des vies hyperprogrammées, où le temps de transport – par la grâce de l'avion (quand on veut bien oublier sa facture énergétique) et du train à grande vitesse – s'est considérablement réduit jusqu'à rendre possibles des allers et retours éclairs naguère impensables, où l'on fait de cette course effrénée contre le temps un atout commercial, où l'on exige de pouvoir accomplir son voyage qu'il pleuve ou qu'il vente, le moindre aléa devient insupportable. Parfois, il l'est objectivement et mérite réparation ; parfois, il n'est qu'un contretemps, un grain de sable qui enraye pour quelques heures nos machines sophistiquées et vient nous rappeler que l'homme ne peut tout maîtriser… *« Tout, tout de suite »* : il n'y a pas de slogan plus contemporain. La réflexion sur le devenir de la planète (dont beaucoup déplorent le manque d'ambition à Copenhague) nous invite pourtant à remettre en cause ce nouveau commandement. Voilà qui ne convaincra pas les naufragés du tunnel sous la Manche, mais invitera les autres à une plus juste mesure des choses.

Moines de Tibhirine, la vérité progresse

« La Croix » a consulté une centaine de documents déclassifiés portant sur l'assassinat des moines en 1996. Ils tendent à accréditer l'implication de militaires algériens **P. 2 à 4**

CONTANT DIDIER/GAMMA/EYEDEA

La communauté des moines trappistes de Notre-Dame de l'Atlas en mai 1989.

RELIGION

Deux historiens analysent le pontificat de Pie XII **P. 19**

EXPOSITION

MAMC DE LIEGE/ADAGP

Ensor, masques et grimaces **P. 21**

MONDE
» À Sderot, en Israël, un calme prudent face à Gaza **P. 6-7**

DES HÉROS MÉCONNUS
» Jean-Marc Ballésio, démineur sans peur et sans frontières **P. 9**

ÉCONOMIE
» Safran vendra ses moteurs d'avion à la Chine **P. 17**

PORTRAIT
» Rodolphe Pedro, un patron qui croit à la rédemption **P. 25**

SERVICES
Liturgie ..... P. 20
Bourse ..... P. 23
Télévision ..... P. 24
Carnet-Météo-Mots croisés ..... P. 26
Annonces légales ..... P. 26

127e année-ISSN/0242-6056.
Bayard
Allemagne : 2 € ; Belgique : 1,40 € ; Canada : 3,95 $; Espagne : 2 € ; Grèce : 2 € ; Italie : 2 € ; Luxembourg : 1,40 € ; Maroc : 15 MAD ; Portugal (Cont) : 2 € ; Suisse : 2,80 CHF ; Côte d'Ivoire/Sénégal/Congo et zone CFA : 1 400 CFA ; DOM : 2 € ; TOM : 390 XPF
M 00140 - 1222 - F. 1,30 €

Ce que l'on sait sur le drame de Tibhirine

Les autorités françaises n'ont jamais vraiment cru à la thèse officielle algérienne sur l'assassinat des trappistes de l'Atlas. L'hypothèse d'une responsabilité de l'armée algérienne est examinée par un juge d'instruction

Il aura fallu la pugnacité du juge d'instruction antiterroriste Marc Trévidic pour qu'avance enfin l'enquête sur l'enlèvement et l'assassinat des sept moines trappistes de Tibhirine, en 1996. Nouvellement nommé, le magistrat avait demandé le 20 août la levée du secret-défense, après avoir entendu le 25 juin, en tant que témoin, la déposition de l'ancien attaché de défense à l'ambassade de France à Alger, le général François Buchwalter. Le militaire, qui figurait depuis des années sur la liste des témoins à faire comparaître mais qui n'avait jamais été convoqué, a affirmé au juge que le massacre des moines *« résulte d'une bavure de l'armée algérienne »*.

Il a affirmé tenir ses informations d'un ancien camarade algérien de l'École nationale militaire de Saint-Cyr dont le frère, commandant d'une escadrille d'hélicoptères à Blida, à mi-chemin entre Tibhirine et Alger, aurait participé à cette « bavure ». *« Les hélicoptères ont vu un bivouac,* a-t-il raconté dans sa déposition que *La Croix* a pu consulter. *Comme cette zone était vidée, ce ne pouvait être qu'un groupe armé. Ils ont donc tiré sur le bivouac. Une fois posés, ils ont découvert qu'ils avaient tiré notamment sur les moines. Les corps des moines étaient criblés de balles. »* Le général François Buchwalter a affirmé au juge Trevidic avoir à l'époque rédigé un rapport à sa hiérarchie militaire et à son ambassadeur.

Ces révélations ont conduit le juge à demander la levée du secret-défense sur les documents détenus par les ministères de l'intérieur, de la défense, des affaires étrangères, ainsi que par la Direction de la surveillance du territoire (DST), la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et

Le général François Buchwalter a affirmé au juge que le massacre des moines « résulte d'une bavure de l'armée algérienne ».

la Direction des renseignements militaires (DRM). Le 20 novembre, la Commission consultative du secret de la défense nationale (CCSDN) a émis un avis favorable à la déclassification de 105 des 109 documents « confidentiel-défense » ou « secret-défense » soumis à son examen par les ministères de la défense (68 documents), des affaires étrangères (26) et de l'intérieur (11 sur 15).

« Ces documents ne constituent pas une moisson extraordinaire mais ils viennent conforter la thèse du général Buchwalter », fait remarquer à *La Croix* Me Patrick Baudoin, conseil des familles. La plus vraisemblable vérité, c'est l'implication des militaires. Mais des ombres demeurent avec notamment une question, point de départ des autres : qui a vraiment commandité l'enlèvement ? L'examen attentif des pièces déclassifiées permet de suivre les doutes des autorités françaises envers la stratégie de la Sécurité militaire algérienne vis-à-vis des sept otages puis envers la version officielle de leur mort, selon laquelle les moines auraient été assassinés par le GIA.

Me Patrick Baudoin souligne toutefois que *« la moisson de documents est manifestement incomplète ». « On ne peut croire que les agents de la DGSE n'aient rédigé que de simples notes informatives, sans aucun commentaire et que le général Philippe Rondot, numéro deux de la DST, n'ait produit qu'à peine trois notes, les seules mises au dossier. C'est impensable ! J'en arrive à la conclusion que l'on nous cache toujours des choses : tout n'a pas été déclassifié, et certaines notes ne l'ont été que partiellement. »*

La Croix, de son côté, a pris connaissance de toutes les notes déclassifiées.

JULIA FICATIER

REPÈRES

Chronologie des années noires

L'origine. L'annulation, le 11 janvier 1992, du second tour des élections législatives dont le premier tour avait été remporté par le Front islamique du salut (FIS), puis la dissolution de ce parti, marquent le début de plusieurs années de violence en Algérie.

Les victimes. Les premières victimes sont principalement des militaires et des policiers. En 1993 commencent les assassinats d'intellectuels, de journalistes, d'artistes.

Le 30 octobre, le Groupe islamiste armé (GIA) lance un ultimatum aux étrangers, leur intimant l'ordre de partir dans les trente jours. La plupart quittent le pays.

En 1994, les assassinats continuent. Les ripostes de l'armée sont de plus en plus radicales.
– Le 8 mai, un frère mariste et une petite sœur de l'Assomption sont assassinés à Alger.
– Le 23 octobre, ce sont deux sœurs augustines.
– Le 27 décembre, après le détournement manqué d'un Airbus d'Air France, quatre Pères Blancs sont tués à Tizi Ouzou.

En 1995, les attentats à la voiture piégée se multiplient. En juillet, le GIA revendique une série d'attentats en France. Le 3 septembre, deux Sœurs de Notre-Dame-des-Apôtres sont assassinées, puis le 10 novembre, une petite sœur du Sacré-Cœur.

En 1996, dans la nuit du 26-27 mars, enlèvement de sept moines à Tibhirine. Le 26 avril, publication à Londres du communiqué 43 du GIA. Le 23 mai, Radio Medi 1 annonce la mort des moines, après avoir reçu le communiqué 44 daté du 21 mai. Le 30 mai, le gouvernement algérien annonce que les dépouilles des moines ont été retrouvées. Les moines seront inhumés le 4 juin à Tibhirine. Le 1er août, Mgr Pierre Claverie, archevêque d'Oran, est assassiné.

En août 1997, le carnage de Raïs fait plus de 300 morts parmi la population civile. C'est le premier d'une longue série. Cette même année, l'Armée islamique du salut annonce un cessez-le-feu. Le GIA sévira encore au moins cinq ans. On estime que 150 000 personnes ont été tuées durant ces années. Le nombre de disparus oscille entre 4 000 et 20 000.

Le terrorisme en Algérie est aujourd'hui le fait d'Al-Qaida au Maghreb islamique.

SUR WWW.LA-CROIX.COM
Retrouvez les documents déclassifiés.

Les circonstances de la mort des trappistes restent controversées

S'appuyant sur des documents récemment déclassifiés, « La Croix » relève les incohérences de la version officielle algérienne de la mort des moines de Tibhirine et apporte des précisions sur la façon dont les autorités françaises ont suivi, à distance, les événements

Qui a enlevé les sept moines trappistes de Tibhirine ?

Dans la nuit du 26 au 27 mars 1996, sept moines cisterciens de Tibhirine, situé près de Médéa, à une centaine de kilomètres au sud d'Alger, sont enlevés par une vingtaine d'islamistes armés. Aujourd'hui encore, l'identité des ravisseurs reste confuse. Vrai ou faux scénario, ce serait un groupe islamiste extrémiste, Takfir-Wal-Hijra, composé d'anciens « Afghans », comme on appelait les islamistes algériens partis combattre en Afghanistan, qui aurait enlevé les moines. Une note « confidentiel diplomatie » de l'ambassadeur de France à Alger, Michel Lévêque, en date du 22 avril, trois semaines après l'enlèvement, donne cette thèse avancée par Me Boukhalfa, ancien avocat du Front islamique du salut (FIS). Avec cette précision : *« Le groupe Takfir-Wal-Hijra est commandité par certains éléments issus de la Sécurité militaire algérienne. »* Toutefois, le groupe se serait fait *« voler les moines »*, lors d'un affrontement, par le GIA (Groupe islamique armé) dirigé par Djamel Zitouni.

Où furent détenus les moines ?

Pendant un mois, les Français semblent ignorer où se trouvent les trappistes. Puis une note confidentielle rédigée par l'ambassadeur de France à Alger fait état d'échos rapportés par une journaliste du quotidien francophone *El Watan,* originaire de Médéa, dont le père avait été lui-même enlevé : *« Une des personnes enlevées dans la région de Médéa à peu près en même temps que les moines trappistes aurait été relâchée par ses ravisseurs environ une semaine après,* raconte-t-elle. *Il aurait été retenu dans une grotte avec les moines dans la région de Chréa. » « Les moines trappistes,* ajoute-t-elle, *ont été localisés de manière précise par l'armée algérienne, grâce notamment aux hélicoptères équipés de détecteurs thermiques. »* Des informations qui se sont révélées justes.

Le 30 avril, un interlocuteur des ravisseurs se présente au consulat de France à Alger. Il est porteur d'un message de Djamel Zitouni et d'une cassette audio comportant un enregistrement de la voix, bien reconnaissable, de chacun des sept moines, daté du 20 avril. *« Il est demandé au gouvernement français de libérer un certain nombre d'otages appartenant à ce groupe en échange de notre libération, cet échange semblant être une condition absolue »,* énonce notamment le prieur de la communauté, le P. Christian de Chergé. Il n'y aura pas d'autres contacts et l'émissaire ne se remanifestera pas.

Comment ont réagi les autorités françaises ?

« Nous les voulons vivants. » C'est le message envoyé dès le 28 mars par les autorités françaises aux responsables algériens, comme le précise ce jour-là une note de la direction Afrique du Nord-Moyen-Orient du Quai d'Orsay, le ministère des affaires étrangères. Ce message, selon la note, doit partir *« des services français »* vers la Sécurité militaire, l'organe suprême des services de renseignement de l'armée algérienne, qui dirige le pays. *« La DST pourra appuyer son message d'un avertissement sur le devenir de la coopération avec les services algériens »,* précise la note.

Le 8 avril 1996, le général Philippe Rondot, alors « chargé de mission opérationnelle » à la DST, transmet ses réflexions à Hubert Colin de Verdière, directeur de cabinet du ministre des affaires étrangères, Hervé de Charette, après un déplacement à Alger. Celui-ci les transcrit dans une note « confidentiel défense » :

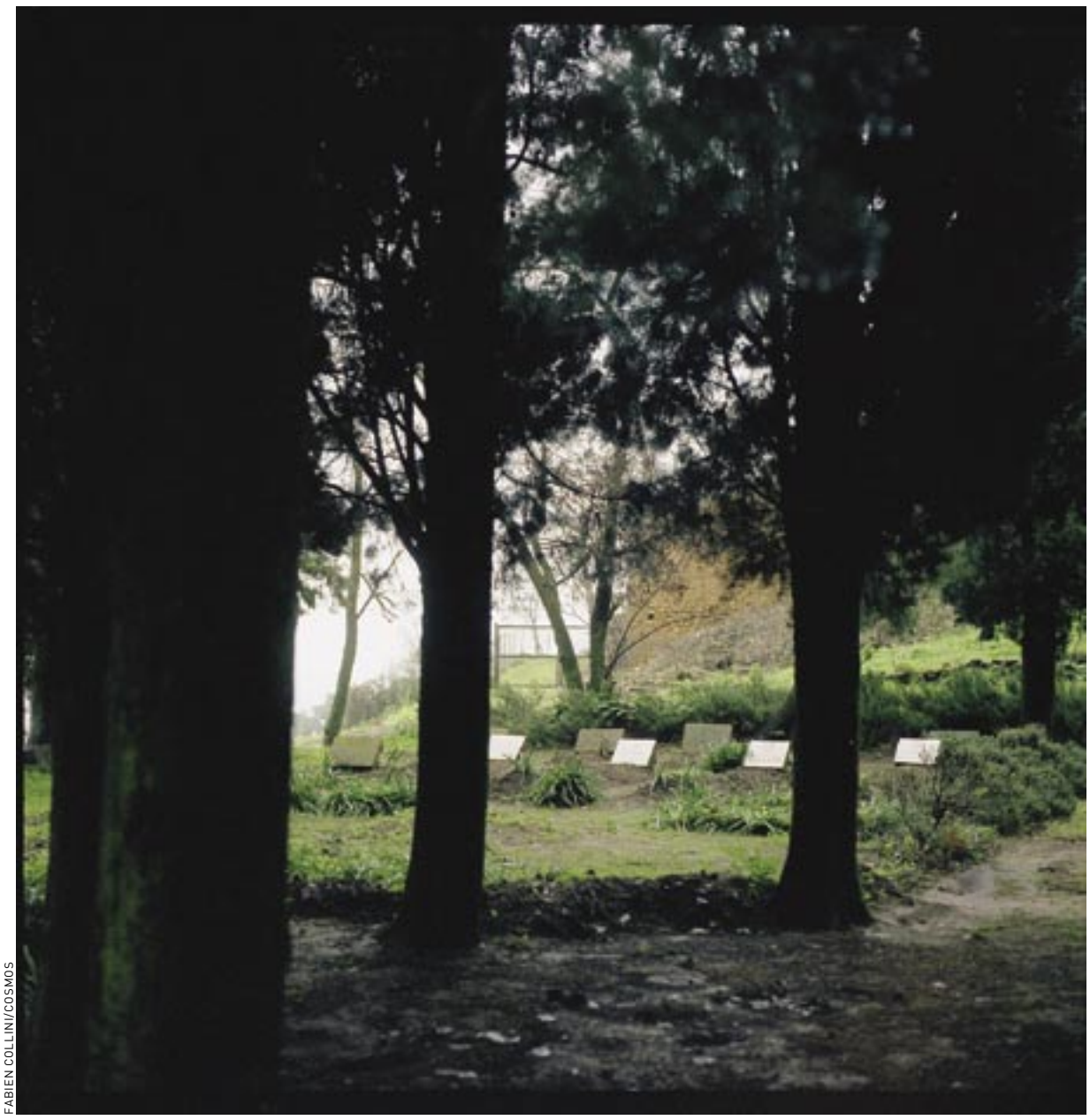
« 1. Les services algériens ont bien localisé le groupe, qui s'est déplacé lentement depuis le 27 mars de la région de Médéa vers celle de Tablat (vers l'est). Il se trouve actuellement dans la zone que contrôle l'émir Djamel Zitouni, le quadrilatère montagneux, Tablat-Chréa-Médéa-Berrouaghia, l'Atlas blidéen. Les moines ont été vus par un indicateur le 6 avril (il n'est pas certain qu'ils étaient alors sept. Il s'agissait, selon le témoignage, d'Européens entre 50 et 60 ans). Pour les services algériens, ils sont clairement entre les mains de Zitouni.

2. Les services algériens continuent de privilégier l'hypothèse de soins à donner à des blessés pour l'origine de l'enlèvement. Cette hypothèse peut n'avoir été qu'un prétexte, compte tenu de la longue marche imposée depuis lors aux moines. On en est donc réduit, en l'absence à ce stade de toute revendication même confidentielle, à faire d'autres hypothèses (…). *On ne peut exclure que les services algériens, avec lesquels le général Philippe Rondot a eu des contacts très directs et apparemment confiants, en sachent plus qu'ils ne le disent sur les intentions de Zitouni : on prétend qu'ils manipuleraient plus ou moins. Sans avoir trempé dans l'enlèvement, ils peuvent souhaiter attendre jusqu'à être en mesure de traiter avec lui, voire de servir d'honnêtes courtiers entre lui et nous. »*

La France a-t-elle fait confiance aux services algériens ?

Le général Smaïn Lamari, numéro deux de la Sécurité militaire, aujourd'hui décédé, était connu dans les années 1990 pour sa politique d'infiltration du Front islamique du salut et des groupes armés radicaux, en priorité le GIA. Paris ne cesse donc de douter et reconnaît *« un certain malaise, les autres canaux d'information que les autorités algériennes n'ayant rien donné ».*

Au fil de ses notes, Philippe Étienne, directeur adjoint de cabinet d'Hervé de Charette, posera ››››



FABIEN COLLINI/COSMOS

Les tombes des sept moines assassinés, dans l'enceinte du monastère de Tibhirine. Des zones d'ombre entourent encore aujourd'hui les conditions de découverte des « dépouilles » des moines.

›››› plusieurs fois la question : « *L'affaire de l'enlèvement des moines est-elle une manipulation algérienne ?* » Les autorités algériennes, écrit-il, « *auraient accepté, comme prix d'avantages hypothétiques (sympathie de la communauté internationale et de la France au moment de la libération des moines), le blocage des relations bilatérales* », Hervé de Charette ayant fait clairement savoir à son homologue algérien, Ahmed Attaf, que son projet de visite à Alger serait gelé « *tant que nous resterions sans nouvelles de nos compatriotes* ». La France met ainsi en jeu l'avenir des relations bilatérales, son seul moyen de pression.

Comment comprendre le silence des catholiques ?

Se pose au bout d'un mois d'enlèvement, note encore Philippe Étienne, « *la question de la réaction très mesurée de l'opinion publique française* ». Il remarque que « *le public concerné n'a pas cherché la médiatisation. Au-delà des appels du Pape et de Monseigneur Teissier, archevêque d'Alger, l'Église a conservé sa discrétion naturelle ; les communautés présentes en Algérie reconnaissent d'ailleurs que la France avait à de nombreuses reprises demandé à ses ressortissants religieux de quitter le pays et réaffirment à l'occasion de cet enlèvement qu'elles considèrent de leur vocation de rester sur place.* » La présence des moines trappistes à Tibhirine était de plus en plus contestée par les autorités militaires algériennes, qui demandaient sans cesse leur départ. L'entêtement des moines à rester les agaçait, d'autant que les militaires ne voulaient pas de témoins de leurs actions dans une région sympathisant avec les islamistes. Ceux-là étaient, de plus, venus à plusieurs reprises se faire soigner à Tibhirine.

Comment a-t-on appris la mort des moines ?

Seuls deux communiqués du GIA, les nos 43 et 44, ont été reçus, et leur authenticité reste mise en doute, car ils présentent des anomalies et des styles fort différents. C'est dans le second qu'est annoncé l'assassinat des moines le matin même du 21 mai. « *Nous avons tranché la gorge de tous les moines conformément à notre engagement* », puisque « *le président français et le ministère des affaires étrangères ont déclaré qu'ils ne négocieraient pas avec le Groupe islamique armé* », annonce le communiqué. Or, comme on l'a su très vite, les moines n'ont pas été égorgés, mais décapités. Aujourd'hui encore, leurs corps n'ont toujours pas été retrouvés.

Les autorités algériennes semblent prises de court par cette annonce. C'est l'un des documents les plus troublants parmi ceux qui ont été déclassifiés : huit jours après l'exécution des moines, Me Boukhalfa se signale. D'après une note signée le 28 mai par Roe d'Albert, alors premier conseiller à l'ambassade de France à Alger, qui a rencontré l'avocat à sa demande, « *le dénouement tragique avait constitué pour lui une totale surprise. Il n'a d'ailleurs pas caché son scepticisme et sa difficulté à admettre l'issue fatale de l'enlèvement tant que les corps n'auraient pas été retrouvés.* »

« *Il m'a fait part également à titre confidentiel du témoignage d'un de ses amis, officier supérieur de l'ANP, l'armée algérienne, bien introduit dans les milieux du FIS – j'ai songé au général Benyelles,* poursuit Roe d'Albert. *Celui-ci était persuadé, au début de l'enlèvement, qu'il s'agissait d'une manipulation des services spéciaux algériens visant à soulever l'Église contre les islamistes et à discréditer la démarche de Sant'Egidio. Cet officier s'était montré optimiste sur le sort des moines avant de partir à la mi-avril pour le pèlerinage à La Mecque. Il était rentré la semaine dernière et avait déjeuné avec le général Tewfik Mediene, le patron de la Sécurité militaire, dont il est l'ami personnel. Ce dernier lui a paru extrêmement embarrassé par l'annonce de la mort des moines. Il lui aurait laissé entendre qu'il ne comprenait pas ce qui s'était passé* (…). *L'officier supérieur lui avait confirmé "le grand embarras des plus hauts décideurs algériens (sic)".* »

Qui a découvert les « dépouilles » ?

Les conditions de découverte des « dépouilles » des moines laissent aujourd'hui encore dubitatif. Une note « confidentiel défense » en date du 7 juin 1996 signée par l'ambassadeur de France Michel Lévêque souligne : « *Les dépouilles ont bien été retrouvées dans la matinée du jeudi 30 mai, à la lisière d'un champ, en bordure de la route nationale Alger-Médea, 800 mètres environ avant le carrefour d'entrée à Médéa. L'armée dispose d'un poste de contrôle permanent à ce carrefour où se croisent la route d'entrée à Médéa et la route qui continue vers Boughari.* »

Le diplomate s'étonne que « *trois têtes des moines aient été suspendues à un arbre afin d'attirer l'attention, que les quatre autres aient été déposées sur la terre en limite de la route* », sans que les militaires, si proches, n'aient rien vu eux-mêmes. Il était cependant connu que les Groupes armés islamistes opéraient la nuit et les militaires le jour. C'est le propriétaire du terrain qui aurait fait la macabre découverte en venant faucher son champ.

Une semaine auparavant, le 30 mai, le ministre algérien des affaires étrangères, Ahmed Attaf, ››››

(Lire la suite page 4.)

Le monastère continue de vivre, mais autrement

Plus personne n'habite au monastère en permanence, mais l'espoir n'est pas perdu d'y accueillir un jour une autre communauté

Fin septembre, la pluie est tombée en abondance sur la région, suffisamment pour entamer les labours d'hiver. Ensuite les chaleurs sont revenues rappeler que l'été n'était pas terminé. Les semis d'orge et d'avoine ont dû attendre ! En revanche, les haricots verts, en arrière-saison, ont été nombreux… et les kakis, les figues, le foin sont venus combler le manque à gagner des pommes. Mi-décembre, la température a frôlé 0 °C et le brouillard s'invite à la table de travail. Après le façonnage de bois de chauffage, viendra, si le temps le permet, la taille de 2 200 arbres…

Ces nouvelles sont celles que donne spontanément Jean-Marie Lassausse, prêtre de la Mission de France, ingénieur agronome, qui depuis bientôt dix ans veille sur le monastère Tibhirine. Il parle aussi de la grande mosquée, construite juste en face, qui devient peu à peu opérationnelle, et de l'ancienne salle de prière qui a été rendue par les villageois. Deux fois par semaine, Jean-Marie Lassausse monte d'Alger – à quelque 100 kilomètres de Tibhirine – pour assurer durant quatre jours, avec Samir et Youssef, ouvriers agricoles algériens, la culture des champs et des vergers du monastère.

Les produits maraîchers bio sont vendus sur le marché de Médéa. Les pommes sont cuites en confitures, parmi 15 variétés différentes dont trois font un véritable tabac : mûre, rhubarbe et figue. Le budget de fonctionnement du monastère est ainsi équilibré. Pendant ses séjours, le P. Jean-Marie accueille aussi pèlerins et gens de passage, principalement des Algériens. Depuis deux ans, les groupes d'étrangers ce sont en effet plus rares.

« *Aujourd'hui,* souligne-t-il, *le monastère a sa place dans la vie de Tibhirine. Je participe à des fêtes villageoises. Des jeunes viennent passer du temps, discuter, nous donner un coup de main. On m'offre la* tammina, *le gâteau pour les naissances. D'un autre côté, l'association des Amis de Tibhirine aide à la création de mini-projets productifs, à l'achat de fourneau à gaz – le gaz de ville arrive enfin au village ! – ou à l'installation de puits, vu que l'adduction d'eau est en panne. Certes, on m'impose toujours une escorte de gendarmerie, mais avec une certaine souplesse. À 5 h 30, le matin, je monte seul et je dors ici deux nuits par semaine.* »

L'association des Amis de Tibhirine aide à la création de mini-projets productifs, à l'achat de fourneau à gaz ou à l'installation de puits.

Dans ce qui fut la maison du gardien, cinq jeunes femmes célibataires du village travaillent à l'atelier de broderie qui, soutenu par la Caritas, fournit aussi du travail à plusieurs dizaines de femmes du village. Deux fois par mois, Sœur Bertha, Fille de la Charité originaire du Mexique, monte d'Alger pour faire le point sur les commandes et emporter les ouvrages qui sont vendus au Relais des artisanes, ouvert à Alger par l'Église.

Une fois par semaine, Sœur Agnès, moniale de Bethléem, monte également au monastère. En 2007, sa congrégation a répondu à l'appel de Mgr Teissier qui souhaitait le retour d'une présence monastique à Tibhirine. Depuis, quatre moniales se sont installées à la Maison Saint-Augustin à Alger, où elles mènent dans la plus grande discrétion leur vie de prière proche de celle des chartreux. Seule Sœur Agnès, responsable de la communauté, se rend chaque semaine à Tibhirine pour faire le ménage, entretenir le monastère, tâche qu'elle accomplit comme un « *service d'Église* ». « *Compte tenu de la situation,* explique-t-elle, *il ne nous est pas possible de vivre à Tibhirine. Quant à l'avenir, il est dans les mains de Dieu.* »

Comme beaucoup d'autres, Mgr Ghaleb Bader, archevêque d'Alger, aimerait que des moines cisterciens trappistes reviennent un jour à Tibhirine. Lors du lancement à Paris, en juin *(lire* La Croix *du 8 juin)* de la collection des Éditions Bellefontaine consacrée aux écrits des moines, il s'en est ouvert aux abbés présents, puis à Rome, à Dom Eamon Fitzgerald, abbé général des cisterciens trappistes. Les réponses furent pour le moins prudentes. Dès 1996, une petite communauté de six moines trappistes s'était en effet constituée à Alger, en vue de retourner à Tibhirine. Elle avait été dissoute en 2001, en raison du climat de violence et des contraintes sécuritaires. « *Je ne vois pas comment aujourd'hui nous pourrions retourner à Tibhirine,* ajoute le P. Jacques Emmanuel Voisin, supérieur *ad nutum* de l'abbaye d'Aiguebelle (Drôme), abbaye mère de Notre-Dame de l'Atlas, qui est aujourd'hui au Maroc. *J'ai passé deux années dans cette nouvelle communauté, de 2006 à 2008, parce que je crois que nous ne devons pas abandonner nos fondations du Maghreb après le sacrifice de nos frères. Mais je crois qu'un retour des trappistes à Tibhirine ne peut s'envisager au niveau de l'ordre que dans un avenir lointain.* »

MARTINE DE SAUTO

(Suite de la page 3.)

semblait vouloir atténuer les circonstances horribles de la mort des moines. «*Le ministre m'a assuré,* note Michel Lévêque, *qu'aucune photo n'a été prise ni ne serait divulguée par "souci de dignité" et "compte tenu de l'horreur de cette exécution". Par ailleurs, et pour les mêmes raisons, il ne serait pas fait état de la seule découverte des têtes des moines, mais plutôt de leurs "dépouilles" ou de leurs "cadavres". Les autorités algériennes font venir sept cercueils de Marseille pour y déposer les restes des moines.*»

Est-on sûr des circonstances de la mort des moines ?

Quelques jours auparavant, dans une note «secret défense», l'ambassadeur de France, Michel Lévêque, raconte qu'il s'est fait accompagner par un médecin de la gendarmerie à l'hôpital militaire d'Aïn Nadja, près d'Alger, où les restes des moines ont été rassemblées. «*Un des crânes présente une fracture de la branche montante gauche de la mandibule, laissant penser que les décapitations ont été effectuées par une arme blanche lourde et violente,* note-t-il. *On ne peut cependant pas déterminer si ces décapitations ont été effectuées pré ou post mortem.* (…) *Les différentes constatations visuelles effectuées par le médecin de la gendarmerie conduisent donc à penser que le décès des sept moines pourrait remonter à une période située entre le 15 et le 21 mai, la date de revendication de l'assassinat des moines par le GIA.*» Un doute pèse donc, là encore, sur les circonstances de la mort des cisterciens, d'autant que les groupes armés islamistes égorgeaient leurs victimes et ne les décapitaient pas.

Dans une note à la Direction des renseignements militaires (DRM) datant du 23 mai 1996, François Buchwalter affirme que «*du lundi 20 mai en soirée au mercredi 22 mai midi s'est déroulée une importante opération au nord de Berrouaghia, mettant en œuvre comme à l'accoutumée hélicoptères armés et parachutistes*». Une information décisive, quand on sait que les autorités algériennes avaient donné, dès le 27 avril, des assurances contraires à Paris. Dans une note du 10 juin, la DRM n'exclut pas que la démarche des autorités algériennes «*n'ait été guidée que par la seule volonté de faire cesser au plus vite cette situation sans se préoccuper de la vie des otages*».

Comment s'est passée la reconnaissance des dépouilles ?

Le 31 mai, l'ambassadeur de France s'est rendu à la morgue de l'hôpital militaire d'Ain Nadja afin de procéder à l'identification des sept moines. Il était accompagné du consul général, du médecin de gendarmerie, de Mgr Henri Teissier, archevêque d'Alger, de Dom Bernardo Olivera, abbé général des cisterciens de la stricte observance (trappistes), du P. Armand Veilleux, procureur général, et du P. Amédée, l'un des moines survivants de Tibhirine. Il y eut un véritable forcing auprès des autorités algériennes pour que les cercueils, qui étaient déjà plombés, soient ouverts, ainsi que l'écrit dans une note l'ambassadeur Michel Lévêque.

«*Notre présence s'est avérée particulièrement opportune. Les autorités algériennes n'avaient pu en effet reconnaître les identités des différents moines. La reconnaissance de chacun d'eux a pu être faite grâce à Mgr Teissier et aux représentants de l'ordre cistercien. Chacun des cercueils portait donc désormais le nom du moine disparu.*»

Le P. Armand Veilleux apporte aujourd'hui une précision nouvelle et de taille: «*Les têtes que j'ai identifiées s'apparentaient à des momies. En revanche, sur les clichés pris par la Sécurité algérienne lors de leur découverte – et qui m'ont récemment été soumis chez le juge –, j'ai pu voir combien les têtes avaient été refaites par les médecins légistes. Voilà qui m'amène à penser qu'on ne peut exclure aucune hypothèse, y compris celle d'un bombardement ayant visé les moines.*»

Djamel Zitouni a-t-il longtemps survécu à cette tragédie ?

Le chef du GIA n'aura pas survécu longtemps aux moines. Il est tombé dans une embuscade le 16 juillet, non loin de Médéa, sur la piste même qu'avaient suivie les moines lors de leur enlèvement. Selon toute vraisemblance, ce ne fut pas l'armée algérienne qui le tua, mais l'émir de Médéa, dissident du GIA, Ali Benhadjar. Celui-ci se considérait comme le dépositaire de l'*aman,* la protection licite accordée aux étrangers qu'avait donnée, fin 1993, Sayah Attia, fondateur du GIA dans la région au P. Christian de Chergé, après une incursion au monastère.

«*Nous tenions à montrer que nous savions respecter quelques règles sacrées dans la conduite du djihad. Or, le respect de la vie de ces hommes de foi en était une*», racontera l'émir qui, depuis 2000, fait partie des repentis.

Pour certains observateurs, c'est le numéro deux de la Sécurité militaire, Smaïn Lamari, qui aurait finalement «donné» Djamel Zitouni à Ali Benhadjar. Dans une note du 27 mai 1996, et alors que les moines sont morts, le général Philippe Rondot, évoque les relations de collusion entre les services algériens et le GIA, pour favoriser les luttes intestines entre les groupes armés. Il laisse deviner qu'il a exercé des pressions sur Smaïn Lamari pour qu'il élimine Djamel Zitouni: «*C'est notre devoir de l'encourager et peut-être même de le lui imposer*», écrit-il.

JULIA FICATIER
(avec MARIE BOËTON)

Les voisins gardent la mémoire des « gens de bien »

Plus de treize ans après l'assassinat des sept trappistes, les familles du voisinage ne veulent parler que des bons souvenirs avec les moines catholiques

TIBHIRINE, MÉDÉA
De notre envoyé spécial

«*Tibhirine? Vous montez par là jusqu'à ce que la route finisse.*» Le monastère est toujours dans un cul-de-sac, haut perché, de l'autre côté de la crête nord au-dessus de Médéa. «*C'est là-bas qu'Ali Benhadjar tenait son PC du GIA*» (Groupe islamique armé), montre du doigt Cheikh Ahmed, 60 ans, un voisin des moines trappistes qui se soignait chez «*puir Louk*», Frère Luc, médecin de tous les douars environnants un demi-siècle durant. Aujourd'hui, Ali Benhadjar, qui a fait dissidence du GIA avec hommes et armes avant d'entrer dans la trêve de 1997, tient une herboristerie à Médéa et parle avec le P. Jean-Marie, l'homme providentiel, venu en 2000 de sa communauté en Égypte, pour maintenir «*la vie à Tibhirine*».

«*Les encagoulés*» qui ont enlevé les sept moines trappistes dans la nuit du 26 au 27 mars 1996 ne venaient pas de la montagne d'en face. C'est une conviction «*définitive*» pour tous ici, rappelle Redouane, 38 ans, un proche des moines, qui soupire lorsqu'on évoque la médiatisation de l'affaire: «*C'est une affaire politique entre l'Algérie et la France qui nous dépasse.*» Qui étaient les ravisseurs? La quinzaine de familles qui vit dans le voisinage le plus proche du monastère préfère parler des bons souvenirs avec les pères.

«*C'était des gens* tâa el-Kheir («de bienfait»), dit l'un d'eux. *Ceux qui ont fait cela nous ont blessés. Mais qui était à l'abri des terroristes à l'époque? Je me rappelle une tombée de nuit, en 1994, je crois. Une colonne est passée près de ma maison sans s'arrêter. J'ai tremblé de tout mon corps pendant une bonne heure. Nos étions si fragiles.*» Comme le P. Christian au monastère, il a choisi de rester. Sans armes et sans protection. Il existe toujours en 2009 quelques terroristes actifs dans le sud de la wilaya de Médéa. Mais la vie a pris un autre cours ailleurs comme ici.

FABIEN COLLIN/COSMOS

Ouvriers agricoles travaillant sur le domaine, sous la direction du P. Lassausse. L'urbanisation est la seule menace qui pèse aujourd'hui sur le monastère.

Le P. Jean-Marie, vif et volubile, ajoute du bois dans le vieux poêle dans la pièce qui fait sas d'entrée au monastère. Ambiance relais de haute montagne. Agronome au long cours, il a laissé sa communauté en Égypte pour venir aider l'Église d'Algérie à prolonger l'œuvre des trappistes ici.

«*Nous faisons tout pour nous remettre dans les pas des moines, humblement, dans la discrétion,* témoigne-t-il. *Mais je traverse Médéa deux fois par semaine au milieu des gyrophares.*» Ordre du ministre de l'intérieur. Rageant, surtout lorsqu'on a comme projet «*de nouer une nouvelle relation avec les voisins*». Au cœur de cette relation, le témoignage chrétien parmi les hommes, en terre d'islam. Et ce n'est jamais simple. Un esprit étroit a donné un permis de construire aux débuts des années 1990 pour la construction d'une mosquée, juste face à la grande porte du monastère. Elle est hors gabarit. Redouane en rit. «*Jamais on n'arrivera à la remplir. C'est une mosquée pour 2030.*»

«*Je sais que, de son vivant, le P. Christian avait exprimé le vœu que cette mosquée soit un peu plus bas, pour respecter le lieu de recueillement qu'est le monastère. La construction a repris en 1998.* Mâalich («cela ne fait rien»), *nous ferons avec. Nous sommes là pour vivre avec nos voisins*», concède en riant le P. Jean-Marie.

L'urbanisation est peut-être la vraie menace. Tibhirine ne restera pas un cul-de-sac longtemps. Médéa grimpe vite à sa rencontre. Ain Rais, son quartier le plus haut, arrive déjà sur la crête. Il n'y a plus que 500 mètres de rase campagne avant le sanctuaire. Cheikh Ahmed construit aussi «*comme tout le monde,* al-Hamdou Lillah («merci à Dieu»). *Cela va bien mieux ici.*» Électricité publique, chaussée bien goudronnée, même le gaz de ville est arrivé près du monastère.

Mohamed, l'ouvrier qui dormait près de la porte la nuit fatale de mars 1996, a laissé sa place à son jeune frère. Il a acheté une voiture et fait chauffeur de taxi à Médéa. Les jeunes de Tibhirine aussi ne regardent plus beaucoup de ce côté-ci de la crête, où le travail reste dépendant de la terre. «*J'ai quatre fils et ils sont tous au chômage. Eux n'ont pas eu la chance de travailler dans une usine publique comme moi au temps de Boumediene. Heureusement que mes voisins, partis à la ville depuis trente ans, me louent leur terre. Je m'en sors, mais je serais plus tranquille si un ou deux de mes garçons trouvaient du travail ailleurs. J'ai marié quatre de mes cinq filles.*»

De quoi parlent surtout les jeunes ici, par ce froid vendredi de décembre? «*Du dernier vol de deux vaches laitières la semaine dernière. Cela a ruiné une famille au-dessous du monastère.*» Le vol de cheptel, inconnu il y a dix ans, fait des ravages. Premières délinquances urbaines. La ville approche et Tibhirine regarde déjà son monastère avec nostalgie.

AMINE KADI

PAROLES

« La population tente de tourner la page de la décennie noire »

Benjamin Stora
Historien

« On ne peut pas dire que l'affaire de Tibhirine constitue un différend central dans les relations diplomatiques franco-algériennes. Elles se sont surtout envenimées à la suite du vote de la loi de février 2005 – qui évoquait le "rôle positif" de la colonisation. Ce contentieux mémoriel pèse largement plus sur les rapports entre les deux pays que le dossier de Tibhirine. Ce qui n'empêche pas les Algériens de reparler, à intervalles réguliers, de la mort des moines, le plus souvent au gré des révélations diffusées par les journalistes français. Cela donne d'ailleurs lieu à de vives protestations dans une partie de la presse algérienne, qui voit dans les hypothèses avancées par les Français une immixtion dans leurs affaires intérieures. C'est d'autant plus mal vécu que la population tente de tourner la page des exactions commises par les islamistes et les forces de sécurité. Ils veulent laisser derrière eux cette "décennie noire" des années 1990. Autant de raisons qui expliquent que l'affaire des moines de Tibhirine soit peu présente dans une partie de la société algérienne. »

RECUEILLI PAR
M. B.

« Faire avancer la vérité sur les 8 500 disparus en Algérie »

Hassan Ferhati
Frère de disparu

« L'évocation des moines de Tibhirine dans les médias, la recherche sur les conditions de leur mort nous donnent de l'espoir. Nous voulons arriver au même résultat concernant nos parents disparus, à la levée du "secret défense" en Algérie sur les documents les concernant, obtenir des témoignages sur leur sort. En fait, nous avons besoin de la moindre brèche pour faire avancer notre quête de vérité, pour trouver une solution à notre attente.

De ce point de vue, le retour de l'affaire des moines de Tibhirine dans les médias ne nous dérange pas, au contraire, cela rappelle ce qui s'est passé dans ce pays. À notre seul bureau de SOS disparus, nous avons recensé 8 500 cas de disparition. Nous avons eu un petit espoir lorsque le gouvernement algérien a signé, le 7 février 2007, la convention internationale sur les disparitions forcées, mais cette convention n'est toujours pas ratifiée à ce jour. J'ai fait le serment à ma mère d'agir jusqu'à ma mort pour connaître le sort de mon frère enlevé par les forces de sécurité. Je n'arrêterai jamais de chercher la vérité. »

RECUEILLI PAR
A. K. *(à Alger)*

CONFIDENTIEL DÉFENSE

D614 (4p) (22)

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense
N° 016248 du 20 NOV 2009

Le 6 mai 1996
N°30656/

ALGERIE

CASSETTE DES SEPT RELIGIEUX FRANCAIS A MEDEA

La cassette transmise à l'ambassade de France à Alger a effectivement été enregistrée le 20 avril 1996 et les voix des moines sont parfaitement audibles. Par ailleurs, les identités qu'ils fournissent, à l'exception de celle de Paul Dochier, médecin du monastère de Tibharine, âgé de 82 ans, correspondent exactement à celles de leurs fiches d'identité consulaires.

TRANSCRIPTION DE LA CASSETTE

1 - Versets coraniques

Le début de la cassette est en arabe classique. Il consiste en la récitation de la profession de foi musulmane (la Chahada) ainsi qu'en un ensemble de formules de salutation adressées au Prophète, et se termine par l'énoncé du principe selon lequel toute innovation est blâmable et donc source d'égarement.

2 - Annonce des raisons motivant cette cassette

La personne qui parle, déclarant "agir sur l'ordre du chef du GIA, Abou Abderrahmane Amine, connu sous le nom de Djamel Zitouni", dit avoir enregistré une cassette le samedi 20 avril 1996, un peu avant 23 heures, afin d'envoyer un messager du GIA à l'ambassade de France à Alger pour prouver que les sept religieux sont toujours vivants.

3 - Bulletin d'informations

Un bulletin d'informations en langue française permet d'authentifier la date de cet enregistrement. Cette séquence dure environ un quart d'heure.

.../...

CONFIDENTIEL DÉFENSE

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense
N° 016248 du 20 NOV 2009

4 - Présentation individuelle des sept moines

Un membre du GIA demande à chacun des sept religieux français de dire un message afin de prouver qu'ils sont toujours en vie. Chaque moine se présente en donnant ses noms et prénoms, ainsi que ceux de ses parents, à l'exception de frère Luc, qui ne donne que son nom de religieux.

Le premier à parler est Christian de Cherge :

"**Je suis frère Christian, fils de Guy et de Monique Cherge**, moine au monastère de Tibharine et prieur de la communauté, âgé de 59 ans.

Ce samedi 20 avril, à 23 heures, nous venons, avec mes six frères, d'entendre les informations transmises par le poste Medi 1, à 23 heures, heure locale.

Nous y avons appris notamment les pourparlers de paix engagés à Damas, avec les ministres des Affaires étrangères des Etats-Unis, de France, d'Italie, l'espoir que ces pourparlers aboutissent à quelque chose, même si, sur le terrain, les combats continuent (...intervention verbale en arabe de l'un des ravisseurs...), ...par ces informations que la FINUL se plaint de ne pouvoir ravitailler les populations civiles du sud-Liban.

Nous avons appris qu'en Egypte il y avait eu un attentat qui avait fait 18 morts, touristes grecs, et que la Jamaa Islamiyya s'était excusée auprès du gouvernement grec, les... (...l'un des ravisseurs lui souffle "s'était excusée"...) s'était excusée, cet attentat ayant voulu d'abord viser des touristes israéliens qui se trouvaient dans le même hôtel. Il y a eu aussi à Moscou la réunion du groupe des 7, qui pourrait devenir le groupe des 8, s'ils intègrent la Russie.

D'autres informations venant d'Algérie, où le président Zeroual a reçu l'un des responsables de parti, monsieur Saïd Saadi et où, à Tizi Ouzou, a été commémoré le seizième anniversaire du Printemps Berbère, une commémoration qui s'est effectuée paisiblement en raison de l'acceptation de l'intégration de l'amazeghite dans les programmes officiels.

Et enfin une information venant de Centrafrique, où le président en exercice serait assiégé dans sa résidence.

Après avoir entendu ces informations, nous, il est donc 23 heures 15, nous vous informons que nous sommes retenus en otages, vivants et en bonne santé, par les moudjahiddin de la "Jamaa Islamiyya Moussalaha taht Imaa Abou Abderrahmane Amine" (ce qui signifie le GIA dirigé par l'émir Abou Abderrahmane Amine).

L'un des ravisseurs appelle alors un deuxième moine :

"**Je suis frère Christophe Lebreton, fils de Pierre et Jeanne Lebreton**, moine au monastère de Tibharine. Je suis en bonne santé".

.../...

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense
N° 016248 du 20 NOV 2009

Le ravisseur donne la parole à un troisième moine :

"**Je suis le frère Luc** du monastère de Tibharine. J'ai entendu les informations données par Medi 1 et me trouve en otage avec mes collègues par la, comment ça s'appelle, Jamaa Islamiyya, voilà".

Un quatrième moine prend la parole :

"**Je suis le frère Bruno Lemarchand,** âgé de 66 ans, **fils de Emile et de Suzanne Boue.** Je suis moine au monastère de Fez au Maroc et je suis en bonne santé".

Un cinquième moine s'exprime à son tour :

"**Je m'appelle Paul Favre Miville, fils de Louis et de Denis Cettour Janet.** Je suis moine au monastère de Tibharine et je suis en bonne santé".

L'un des preneurs d'otages appelle un autre moine :

"**Je m'appelle frère Michel, fils de François et Augustine Fleury,** âgé de 52 ans, du monastère de Tibharine et je suis en bonne santé".

Le dernier moine parle alors :

"**Je suis le frère Célestin, fils de Célestin Ringeard et de Marie Boucard,** âgé de 63 ans, moine au monastère de Tibharine. Je suis en bonne santé".

L'un des ravisseurs demande ensuite à Christian de Cherge de lire le bulletin du GIA :

Le frère Christian : "Dans la nuit du jeudi au vendredi, les moudjahiddin nous ont lu le bayan (bulletin) de la Jamaa Islamiyya Moussalaha dans lequel il est..."
Le ravisseur : "signé par".
Le frère Christian : "signé par Abou Abderrahmane Amine, dans lequel il est dit que nous sommes retenus en otages et il est demandé au gouvernement français de libérer un certain nombre d'otages appartenant à ce groupe en échange de notre libération, cet échange semblant être une condition absolue".

Un membre du groupe demande alors aux moines : "Vous avez entendu ?" Et les moines répondent : "Oui, oui, oui".

Suivent alors quelques phrases, prononcées par les ravisseurs, en arabe dialectal et difficilement audibles, déclenchant les rires des autres ravisseurs.
Ces derniers s'adressent alors aux moines en ces termes : "S'ils ne relâchent pas nos frères ?"
Et les moines de répondre : "S'ils ne relâchent pas nos frères, alors nous ne serons pas libérés".

.../...

D614/4

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense
N° 016248 du 20 NOV 2009

Les ravisseurs s'adressent enfin aux personnes qui écouteront la cassette : "Tu as compris ou pas ? Toi, tu as compris ?"

*
* *

Commentaire :

Le bulletin d'information enregistré sur la cassette et les événements relatés par Christian de Cherge datent effectivement du 20 avril 1996 : outre les faits mentionnés qui se sont déroulés à cette date (notamment la commémoration du 16ème anniversaire du Printemps Berbère), le journaliste présentant ce journal mentionne à deux reprises la date du 20 avril 1996.

Il convient cependant de noter que tous les religieux donnent leurs véritables noms et prénoms, ainsi que ceux de leurs parents, à l'exception de frère Luc, qui ne donne que son nom de religieux, mais ne mentionne ni sa véritable identité (Paul Dochier, né le 31 janvier 1914), ni celle de ses parents (Gabriel Dochier et Hélène Ageron). Il est par ailleurs le seul à ne pas préciser qu'il est en bonne santé.

L'élocution des prêtres est particulièrement claire et articulée, même si certains semblent fatigués. A cet égard, la voix de Paul Dochier, âgé de 82 ans, qui était le médecin du monastère de Tibharine, est particulièrement lasse.

Les revendications exprimées dans cette cassette ne font pas référence à la libération d'Abdelhak Layada, pourtant réclamée dans le communiqué numéro 43 du GIA.

Enfin, il convient de remarquer que les ravisseurs des sept religieux, lorsqu'ils s'expriment sur la cassette, ne se montrent pas particulièrement hostiles à l'égard des moines et ne les menacent pas directement de mort.

CONFIDENTIEL DÉFENSE

D624 /4

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense
N° 016248 du 20 NOV 2009

بسم الله الرحمن الرحيم

الحمد لله وصلى الله على محمد وآله وصحبه وسلم

الجماعة الإسلامية المسلحة

بيان رقم 44

الإعلان المبين عن قتل الرهبان الفرنسيين

عن ابن عباس رضي الله عنهما قال: قال رسول الله صلى الله عليه وسلم: «خمس بخمس، ما نقض قوم العهد إلا سلط عليهم عدوهم وما حكموا بغير ما أنزل الله إلا فشا فيهم الفقر ولا ظهرت فيهم الفاحشة إلا فشا فيهم الموت ولا طففوا المكيال إلا منعوا النبات وأخذوا بالسنين ولا منعوا الزكاة إلا حبس عنهم القطر» حديث حسن رواه الطبراني في المعجم الكبير.

وفي مسند الإمام أحمد وسنن أبي داود والنسائي، عن أبي رافع أن النبي صلى الله عليه وآله وسلم قال: «إني لا أخيس بالعهد ولا أحبس البرد».

وقد قال الله تعالى في صفة المؤمنين: ﴿ والموفون بعهدهم إذا عاهدوا ﴾ البقرة 177.

وهذه والحمد لله صفة ثابتة في الجماعة الإسلامية المسلحة يعلمها العالم أجمع خاصة فرنسا أم الخبائث التي عاينتها في مواطن عديدة كما في ملحمة الطائرة قبل عام ونيف حيث غدروا بإخواننا رحمهم الله نحسبهم شهداء إن شاء الله، وكما حدث في عملية أسر الرهبان هذه السنة فكنا نحن أصحاب عهد وكانوا هم أصحاب غدر، ففي اليوم الثامن من ذي القعدة سنة 1416هـ الموافق لـ 28 مارس 1996م تم أسر سبعة رهبان بمنطقة المدية ليحولوا إلى مكان آمن في أعالي الجبال بعيداً عن الطواغيت المرتدين فعجزوا بفضل الله عز وجل عن الوصول إليهم بل حتى والبحث عنهم بسبب ضربات إخواننا المجاهدين حفظهم الله، وفي يوم 18 أفريل 1996م أصدرنا بيان عنوانه «تحرير البيان حول اختطاف الرهبان» ليعلم الناس كلهم أننا نحن الذين أسرناهم لنضع بذلك حداً للتحاليل الباطلة والإشاعات الكاذبة ولنبين ضعف المرتدين وعدم قدرتهم عن حماية أنفسهم، وقد خاطبنا فيه رئيس فرنسا وأخبرناه أن الأسرى لا يزالون أحياء وأننا مستعدون للتفاوض معهم ومبادلتهم بأسرى المسلمين، وقد ذكرنا منهم الأخ عبد الحق لعيايدة، حفظه الله وفك أسره، وقلنا: «إن أطلقتم أطلقنا وإن أبيتم ذبحنا».

CONFIDENTIEL DÉFENSE

CONFIDENTIEL DÉFENSE

DC2l /5

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense
N° 016248 du 20 NOV 2009

وفي يوم 30 أفريل 1996م أرسلنا رسولاً إلى السفارة الفرنسية بمدينة الجزائر يحمل شريط صوتي يثبت أنّ الرهبان
لا يزالون أحياء، ورسالة كتابية تحدّد فيها طريقة التفاوض إن هم كانوا يرغبون في استرجاع أسراهم أحياءً، فأبدوا
في أول الأمر استعدادهم لذلك وكتبوا لنا رسالة ممضاة ومختومة بها، فيها أنهم يريدون المحافظة على هذا الاتفاق
فظنّنا أنهم حقّا حريصون على الرهبان السبعة وسلامتهم، وبعد أيام قلائل صرّح رئيس فرنسا ووزارة خارجيته أنهم
لن يتحاوروا ولن يتفاوضوا مع الجماعة الإسلامية المسلحة، فنقضوا بذلك ما بدأوه وقطعنا نحن رقاب الرهبان
السبعة كلهم وفاءً بما وعدنا وقياماً على ما عاهدنا عليه والحمد لله أولاً وأخيراً، وقد تمّ ذلك صبيحة هذا اليوم،
قال الله تعالى: ﴿ قاتلوا الذين لا يؤمنون بالله ولا باليوم الآخر ولا يحرّمون ما حرّم الله ورسوله ولا
يدينون دين الحقّ من الذين أوتوا الكتاب حتى يعطوا الجزية عن يد وهم صاغرون ﴾ التوبة 29.
وبشراكم أيّها المؤمنون بقوله صلى الله عليه وآله وسلم: «إذا كان يوم القيامة بعث الله إلى كلّ مؤمن ملَكاً
ومعه كافر فيقول الملك للمؤمن يا مؤمن هاك هذا الكافر هذا فداؤك من النّار» حديث صحيح رواه الطبراني في
الكبير والحاكم في الكنى عن أبي موسى الأشعري رضي الله عنه.

﴿ ولينصرنّ الله من ينصره إنّ لقوي عزيز ﴾

حرّر يوم 4 محرّم 1417

الموافق لـ 21 ماي 1996م

أمير الجماعة الإسلامية المسلحة

CONFIDENTIEL DÉFENSE

D624 /2

ANNEXE

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense
N° 016248 du 20 NOV 2009

Au nom de Dieu ...

Groupe Islamique Armé [GIA]

Communiqué n°44

Annonce évidente concernant la mort des religieux français.

Et Allah le très haut dit que la caractéristique principale des croyants "est le fait de ceux qui tiennent leurs engagements lorsqu'ils s'engagent" Coran, Sourate de la Vache II, verset 17.

Cette caractéristique est bien établie au sein du GIA, caractéristique que le monde entier connait et particulièrement la France, mère de la vilenie dont elle a fait la preuve dans divers endroits, notamment lors du massacre de l'avion l'année dernière, où nos frères ont été trahi et que nous comptons pour martyrs. De même, en ce qui concerne l'enlèvement des moines cette année, nous sommes ceux qui tenons nos engagements et eux sont ceux qui trahissent [la parole donnée].

Le 28 mars 1996 a eu lieu à Médéa la capture des 7 moines qui ont été transportés dans les hauteurs, loin des satans apostats, [hauteurs dans lesquelles] ils n'ont pu les atteindre, ceci malgré la recherche qui s'est effectuée et qui est restée vaine.

Le 18 avril 1996, a été publié un communiqué intitulé "Rédaction d'un bulletin concernant l'enlèvement des moines" pour annoncer à tous que c'est bien nous qui les avons capturés afin de mettre un terme aux analyses erronnées, aux prétentions mensongères, et d'établir la faiblesse des apostats et leur incapacité à se protéger eux-mêmes. Nous nous sommes adressé dans ce communiqué au président français et l'avons informé que les captifs étaient toujours en vie et que nous étions prêts à négocier avec eux et à les échanger contre des captifs musulmans ; nous avions désigné [comme prisonnier à libérer] le frère Abd el Haq Layada - que Dieu le protège et le libère - et nous avions dit "si vous les libérez, nous les libérons, si vous refusez nous les égorgeons"

Le 30 avril 1996, nous avons dépêché un émissaire [de cette région] auprès de l'ambassade de France [d'Alger]. Il avait avec lui une cassette audio établissant que les moines étaient en vie, de même qu'une lettre écrite où nous précisions les modalités de la négociation au cas où ils désireraient voir leurs captifs revenir vivants.
Ils ont fait montre de leur préparation [à négocier] pour la première fois et nous ont fait parvenir une lettre signée et scellée stipulant qu'ils voulaient préserver cet accord. Nous avons pensé qu'ils voulaient vraiment préserver les 7 moines et leur salut. Mais peu de jours après, le président français et le ministère des Affaires étrangères ont déclaré qu'ils ne dialogueraient pas et ne négocieraient pas avec le Groupe Islamique Armé. Ils ont tranché [en stoppant ce qu'ils avaient entrepris], nous avons alors tranché la gorge de tous les moines, conformément à notre engagement. Louange à Dieu. Et ceci a eu lieu le matin de ce jour.

Et Dieu a dit "Combattez ceux qui ne croient pas en Dieu ni au jour dernier, ni n'interdisent ce qu'interdisent Dieu et son envoyé, et qui, parmi ceux qui ont reçu le Livre (juifs et chrétiens), ne suivent pas la religion du vrai (Dieu) - et cela jusqu'à ce qu'ils payent d'un seul mouvement une capitation en signe d'humilité." Coran, Sourate du Repentir ou de la dénonciation IX, verset 29.

Ô Musulmans (...) :" hors du jour de la résurrection, Dieu enverra à chaque musulman un ange accompagné d'un mécréant. L'ange dira au croyant: Ô croyant, ce mécréant est ta rançon pour l'enfer [il t'évite l'enfer] ". Ceci est un hadith authentique rapporté par Tabrani etc (...) .

" Dieu donne certainement victoire à ceux qui oeuvrent à la sienne, Dieu est assurémment fort et digne de considération" Coran, Sourate du Pélerinage 22, verset 40.

Rédigé le 21 Mai 1996.
Signé: Emir du GIA.
Cachet: Al Rahman
(illisible)
Amin.

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense
N° 016248 du 20 NOV 2009

CONFIDENTIEL DÉFENSE

DGSE

Déclassifié par décision
du ministre de la Défense
N° 016248 du 20 NOV 2009

Le 3 mai 1996

NOTE

Objet : Enlèvement des religieux et message du GIA ; situation le 3 mai à 12h00.

L'émissaire qui s'est présenté le mardi 30 avril au consulat de France à Alger, porteur d'un message de Djamel Zitouni et d'une cassette audio comportant un enregistrement de la voix des moines, avait demandé que lui soit indiqué un numéro de téléphone en France qui pourrait être appelé par son mouvement pour connaître la suite donnée à ses demandes. Un numéro aboutissant au Service lui a été fourni.

Une permanence téléphonique a été organisée à ce numéro. Un officier assisté d'un linguiste arabisant se tient prêt à répondre à un appel, avec le message suivant[1] :

> **"Nous avons reçu votre message.**
> **En Algérie, cette rencontre nous paraît impossible pour des raisons de sécurité.**
> **Nous préférons que ce soit à l'étranger.**
> **Faites nous des propositions et rappelez nous mardi 7 mai au même numéro."**

Cette permanence téléphonique fonctionne tous les jours depuis mardi 30 avril, de 8h00 à 20h30. Elle est relayée en dehors de ce créneau horaire par un répondeur-enregistreur reprenant le même message en arabe et en français.

A ce jour, aucun appel n'a été reçu.

[1] défini selon les directives du directeur de cabinet du ministre des Affaires Etrangères.

TD ALGER 1498 29/05/96 11H46 - 300641

9-MSG CONFIDENTIEL DEFENSE ANL

PR1 PM1 CM1 CM2 CM3 SG
ANL
CM6
DFAE PRXX

D564 (2p)

TD ALGER 1498 LE 29 MAI 1996

Déclassifié sur ordre de l'émetteur
en date du 9 novembre 2009

AGNE)

OBJET : ENLEVEMENT DES SEPT MOINES TRAPPISTES
- ENTRETIEN AVEC ME BOUKHALFA

RESUME : ME BOUKHALFA A REPRIS CONTACT AVEC CETTE AMBASSADE POUR NOUS FAIRE PART DE L'EMBARRAS QUI LUI PARAIT REGNER, SELON LES INFORMATIONS DONT IL DISPOSE, PARMI LES DECIDEURS ALGERIENS APRES L'ANNONCE DU DENOUEMENT TRAGIQUE DE L'ENLEVEMENT DES SEPT MOINES TRAPPISTES.

X X X

J'AI RENCONTRE HIER ME BOUKHALFA, L'ANCIEN AVOCAT DU FIS, TRES LIE A LA MOUVANCE DE SANT'EGIDIO, QUI AVAIT PRIS CONTACT DE LUI-MEME APRES L'ANNONCE DE L'ASSASSINAT DES SEPT TRAPPISTES DE TIBEHIRINE.

1./ MANIFESTEMENT, CE DENOUEMENT DRAMATIQUE AVAIT CONSTITUE POUR LUI UNE TOTALE SURPRISE. IL NE M'A D'AILLEURS PAS CACHE SON SCEPTICISME ET SA DIFFICULTE A ADMETTRE L'ISSUE FATALE DE L'ENLEVEMENT TANT QUE LES CORPS N'AURAIENT PAS ETE RETROUVES. IL ETAIT ENCORE PERSUADE, A LA VEILLE DE SON DEPART POUR L'EUROPE, QUE LES MOINES ETAIENT ENCORE BIEN VIVANTS ET QUE LES AUTEURS DE L'ENLEVEMENT - INSPIRES, SELON SA THESE, PAR LA SECURITE MILITAIRE ALGERIENNE - ETAIENT A LA RECHERCHE D'UN SCENARIO DE LIBERATION CREDIBLE (TD ALGER 1372). LES DERNIERES INFORMATIONS QUI LUI ETAIENT PARVENUES AVANT DE QUITTER L'ALGERIE INDIQUAIENT QUE L'ON SE PREPARAIT A EXFILTRER LES MOINES DE LA ZONE DE L'ATLAS BLIDEEN OU ILS AVAIENT ETE SEQUESTRES JUSQUE LA DANS DES CONDITIONS PRECAIRES POUR LES FAIRE PASSER A L'EST, DANS LA REGION DE JIJEL (CE QUI POURRAIT DONNER QUELQUE CREDIT AUX APPELS TELEPHONIQUES RECUS PAR MGR TEISSIER D'UN MYSTERIEUX CORRESPONDANT DE CONSTANTINE). QUELQUE CHOSE AVAIT DU SE PRODUIRE, QUI AVAIT EMPECHE CE TRANSFERT ET, DANS L'HYPOTHESE OU LE COMMUNIQUE DU GIA SERAIT FONDE, METTRE EN JEU LA VIE DES OTAGES.

MON INTERLOCUTEUR NE PARVENAIT PAS A RETABLIR LE CONTACT AVEC SES AMIS DE BLIDA ET L'ENTOURAGE DE CHEIKH SLIMANI. TOUS SE TROUVAIENT PARALYSES PAR UN DEPLOIEMENT IMPORTANT DE FORCES DE L'ORDRE DANS LA REGION ET UNE SURVEILLANCE CONSTANTE ET EXTREMEMENT PESANTE. IL AVAIT EGALEMENT ENVOYE QUELQU'UN A JIJEL POUR ESSAYER DE SAVOIR CE QUI AVAIT BIEN PU SE PASSER, A PARTIR DE L'AUTRE BOUT DE LA CHAINE.

2./ IL M'A FAIT PART EGALEMENT, A TITRE CONFIDENTIEL, DU TEMOIGNAGE D'UN DE SES AMIS, OFFICIER SUPERIEUR DE L'ANP TRES PIEUX ET BIEN INTRODUIT DANS LES MILIEUX DU FIS (J'AI SONGE AU GENERAL BENYELLES, MAIS N'AI PAS VOULU INSISTER SUR L'IDENTITE DE CETTE PERSONNE). CELUI-CI ETAIT PERSUADE, AU DEBUT DE L'ENLEVEMENT, QU'IL S'AGISSAIT D'UNE MANIPULATION DES SERVICES SPECIAUX ALGERIENS VISANT A SOULEVER

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ANL (SERVICE)

D 564/2

L'EGLISE CONTRE LES ISLAMISTES ET A DISCREDITER LA DEMARCHE DE SANT'EGIDIO. CET OFFICIER S'ETAIT MONTRE OPTIMISTE SUR LE SORT DES MOINES AVANT DE PARTIR, A LA MI-AVRIL, POUR LE PELERINAGE DE LA MECQUE. IL ETAIT RENTRE LA SEMAINE DERNIERE ET AVAIT DEJEUNE VENDREDI DERNIER AVEC LE GENERAL MEDIENE DONT IL EST L'AMI PERSONNEL (?). CE DERNIER LUI A PARU EXTREMEMENT EMBARRASSE PAR L'ANNONCE DE LA MORT DES MOINES. IL LUI AURAIT LAISSE ENTENDRE QU'IL NE COMPRENAIT PAS CE QUI S'ETAIT PASSE ET QUE CELA LUI SEMBLAIT PREMATURE. L'OFFICIER EN QUESTION, QUI AVAIT REVU ME BOUKHALFA A DEUX REPRISES DEPUIS SON DEJEUNER AVEC MEDIENE, LUI AVAIT CONFIRME ''LE GRAND EMBARRAS DES PLUS HAUTS DECIDEURS'' (SIC).

3./ ENFIN, MAIS SANS LIER EXPRESSEMENT CETTE INFORMATION A CE QU'IL VENAIT DE ME DIRE SUR L'AFFAIRE DES MOINES, ME BOUKHALFA M'A CONFIE QUE ZITOUNI VENAIT D'OPERER UNE REORGANISATION AU SEIN DU GIA. IL AVAIT PROVOQUE UNE REUNION DES PRINCIPAUX EMIRS DU MOUVEMENT ET EN AURAIT PROFITE, SELON UNE TECHNIQUE DONT IL EST COUTUMIER, POUR EN ELIMINER UN CERTAIN NOMBRE. ON S'INTERROGEAIT, M'AVOUA-T-IL, SUR LA SIGNIFICATION DE CETTE ''VOLTE-FACE''.

X X X

===COMMENTAIRE=== :

JE LIVRE AU DEPARTEMENT CES ELEMENTS D'ANALYSE QUI ME PARAISSENT ENCORE BIEN CONFUS ET BIEN FRAGMENTAIRES. ME BOUKHALFA A RECONNU QU'IL NE PARVENAIT PAS TRES BIEN A EVALUER LA SITUATION. IL S'EST ENGAGE A REPRENDRE CONTACT PROCHAINEMENT AVEC CETTE AMBASSADE, DES SANS DOUTE QU'IL AURA PU RETABLIR LE CONTACT AVEC LES GENS DE MEDEA ET RECUEILLIR LES IMPRESSIONS DE SON ENVOYE DANS LES MAQUIS DE JIJEL.

JE RELEVE INCIDEMMENT - AU CAS OU LA SOURCE DE ME BOUKHALFA SERAIT EFFECTIVEMENT LE GENERAL BENYELLES - QUE CELUI-CI A PUBLIE DANS ''LA TRIBUNE'' D'HIER UN LONG ARTICLE CONTESTANT LA PRESENTATION DES EVENEMENTS DE 1988-92 FAITE RECEMMENT PAR LE GENERAL NEZZAR DANS UN ARTICLE PARTICULIEREMENT REMARQUE DU ''WATAN'' (TD ALGER 1409 1410).

SIGNE : ROE D'ALBERT./.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ANL (SERV)